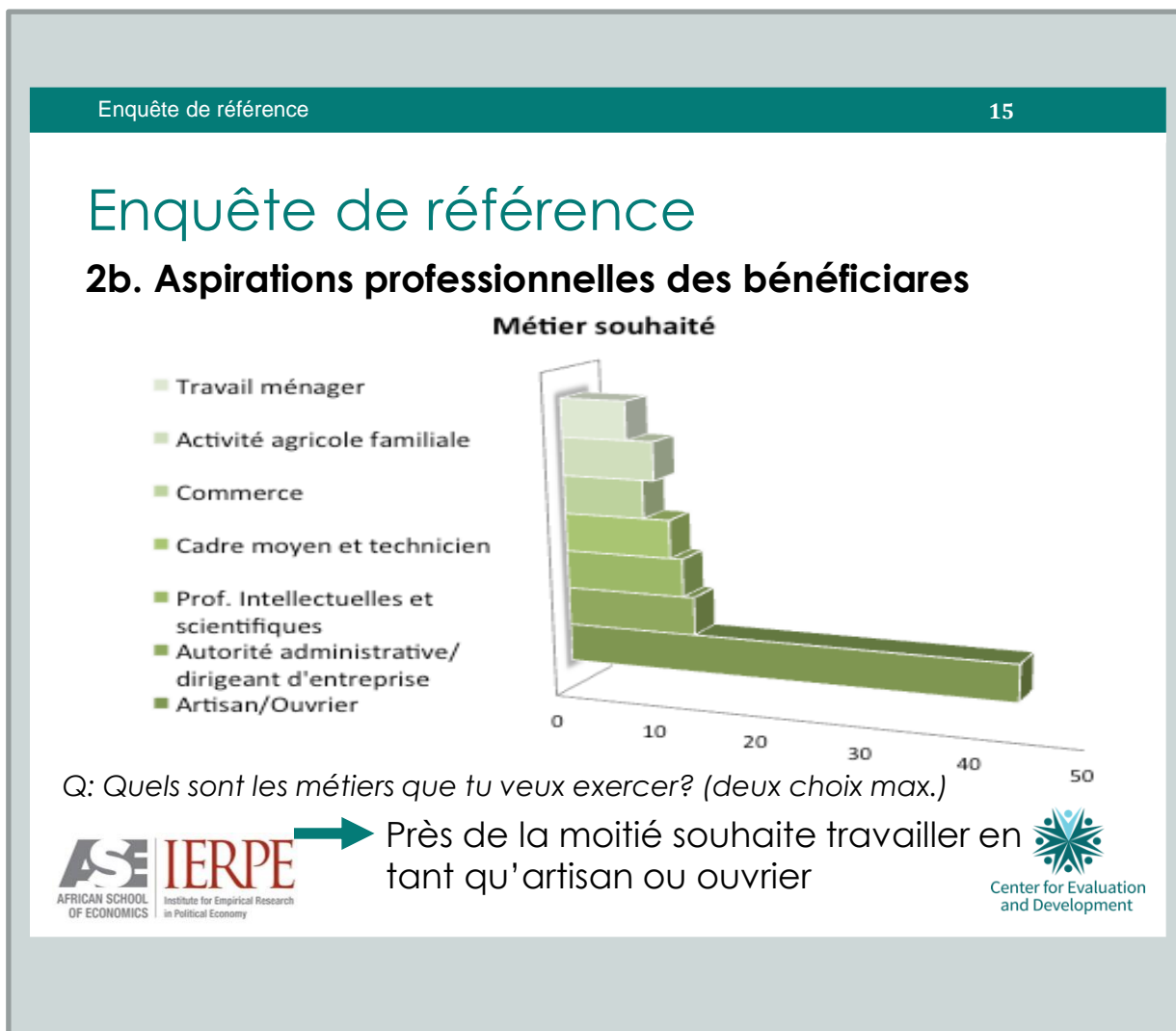


EVALUATION D'IMPACT DU PROGRAMME PAEFE - BENIN

Réponse de gestion



Evaluation commissionnée par : DDC / Jacob Christoph
Evaluateurs : C4ED / Markus OLAPADE
Réponse préparée par : Célestin DEMBELE
Lieu et date : Cotonou, 1er Juillet 2020
Nom de fichier : ...

Table des matières

1.	Appréciation générale des conclusions de l'évaluation.....	3
2.	Discussion des recommandations.....	4
3.	Annexes	13

1. Appréciation générale des conclusions de l'évaluation

C'est avec intérêt et satisfaction que nous avons reçu l'évaluation d'impact du PAEFE, dont nous avons bien apprécié le rapport.

Les analyses stratégiques et la méthodologie apportent de la qualité sur l'appréciation du niveau d'apprentissage des enfants. Plusieurs aspects de la bonne performance du modèle Barka ont été relevés à juste titre. Ce travail d'évaluation, de par sa nature et ses conclusions, accélère les réflexions et les ajustements nécessaires à l'évolution de cette alternative éducative basée sur la récupération scolaire, pour la planification d'une prochaine phase du PAEFE.

Cependant nous avons certaines réserves sur la méthodologie et la portée de l'évaluation. Notamment, la contextualisation de l'étude semble s'écarter de l'objectif principal, qui est la récupération scolaire d'enfants hors école. S'il demeure pertinent de connaître l'impact du programme au-delà de ses propres objectifs, les conclusions ne peuvent aboutir à un changement fondamental de vocation du PAEFE.

Plus particulièrement, la mise en évidence de différences entre les élèves des centres Barka et d'autres enfants est intéressante, néanmoins l'environnement de ces enfants, ainsi que le laps de temps relativement réduit pour ces comparaisons, rendent les conclusions difficilement interprétables, malgré la puissance de la méthodologie d'appariement. De même, l'impact du modèle Barka sur le système formel, nous paraît difficile à mettre en évidence considérant les réformes actuelles. Cet impact de l'informel sur le formel passe par une appréciation de la valeur ajoutée du modèle alternatif en termes d'accélération de l'acquisition de connaissances, et d'élargissement de l'esprit de l'enfant grâce à la diversité des contenus scolaires. Ainsi, la discussion sur ces tendances de moyen à long terme pourrait s'appuyer sur une méthodologie d'analyse plus souple, plus proche des acteurs, et idéalement, sur une plus longue échéance.

Les commentaires ci-dessous avaient ainsi été formulés sur le rapport provisoire de l'évaluation d'impact, et méritent à nos yeux d'être rappelés :

- Sur les 5 questions d'évaluation, les 3 dernières ne sont pas en ligne avec les objectifs et les finalités du PAEFE. Cette observation a déjà été mentionnée lors de la finalisation des TDR et nous nous interrogeons sur leur maintien tel-quel.
- L'amélioration de la santé sexuelle et reproductive a été maintenue comme impact indirect à rechercher, alors que le modèle n'a intégré aucune activité explicite dans ce domaine. Nous avons toujours eu des réserves sur la formulation de cet impact, fût-il indirect. Il y a certes des contenus intégrés dans les manuels et certaines sensibilisations ont porté sur la santé reproductive et mariage précoce. Il s'agit actuellement d'une recherche-action dans le PAEFE, mais pas d'un focus particulier sur la Santé de la reproduction.
- Il n'est pas exact de présenter la réduction de la migration comme un des objectifs du PAEFE. Là encore, des sensibilisations sur les risques de la migration ont démarré à titre d'action pilote au 2^{ème} semestre 2018 dans 9 Centres Barka de la commune de Bembéréké dans le cadre d'une synergie avec le projet « migration » de Helvetas (sensibilisation à l'aide d'une boîte à images).
- La place du domaine culturel nous paraît insuffisamment documentée dans le rapport, y compris l'initiation aux danses et chants du terroir, alors qu'il nous semble être une valeur ajoutée du modèle Barka.

En dépit de ces réserves, nous reconnaissons les connaissances et l'expertise méthodologique du C4ED et nous sommes favorables à des études de cette nature. Elles apportent une qualité

d'analyse et de questionnement profond du point de vue méthodologique, conceptuel et opérationnel, qui servent autant l'introspection du programme que de la mise en œuvre. Elles sont ainsi un moyen de renforcer notre personnel et améliorer nos méthodes de travail.

Nous encourageons des études d'impact à la fois rigoureuses et accessibles, adaptées aux projets et aux contextes. Aussi, nous sommes résolument ouverts à l'intégration d'expertises locales, dans le dispositif de suivi et d'analyse, afin que les résultats servent à l'appropriation locale. De même, nous sommes ouverts à participer plus activement au montage du dispositif, et à intégrer certains éléments de suivi au sein du programme, pour faciliter l'atteinte des finalités du modèle.

Enfin, nous considérons que parmi les très nombreuses recommandations, certaines ne relèvent pas de l'étude elle-même, mais d'une perception des consultants. Bien que nous soyons demandeur de suggestions et d'observations, il paraît important dans le cadre d'une évaluation d'impact, de maintenir un cadre d'analyse centré sur la vocation du programme. Sans quoi il pourrait transparaître que PAEFE devrait élargir ses objectifs, par exemple sur la formation professionnelle ou l'assistance sociale.

Dès maintenant, il est souhaitable d'organiser un large partage au niveau national, afin de recueillir le retour des acteurs concernés, sur les résultats de l'étude et la prise en charge de certaines recommandations.

2. Discussion des recommandations

Impact des centres Barka sur les capacités cognitives des enfants			
Recommandation 1	R1.1	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
Un renforcement des mathématiques est recommandé dès la première année d'apprentissage en centre Barka.			
Discussion	<p>Nous comprenons donc qu'il n'y a pas de différence significative en « mathématiques » entre un enfant Barka et un enfant hors école. Effectivement s'il s'agit uniquement de la langue (et non du français), un enfant non scolarisé de 9 voire 13 ans maîtrise bien toutes les opérations simples de ce test de mathématiques (compter, additionner, soustraire etc.).</p> <p>L'étude relève d'ailleurs que les enfants enquêtés lors de la situation de référence (baseline) avaient déjà un niveau élevé en mathématiques.</p> <p>Est-il dès lors important de considérer cette recommandation qui consisterait à augmenter des maths dont les opérations sont maîtrisées de 0 à 999 ?</p> <p>Le niveau de logique et de géométrie est faible. De ce point de vue, on pourrait questionner les outils utilisés en première année pour faire comprendre aux enfants, les formes etc. Si c'est une méthode abstraite, cela peut retarder l'acquisition de la connaissance (formes 3D par exemple).</p>		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> Introduire un test avec des supports de géométrie en 3D pour une maîtrise rapide des formes et leur utilisation (cf Montessori) 		
Echéance	Décembre 2020	Responsabilité	MEMP

Recommandation 2	R1.2	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
L'équipe de recherche recommande une prolongation de cette étude afin de pouvoir évaluer les effets du programme après un cycle complet de quatre ans d'apprentissage au centre Barka. Cette étude pourrait également inclure l'exploration des effets du programme sur d'autres connaissances au cœur du curriculum des centres Barka comme les connaissances culturelles, les acquis d'une première initiation aux métiers et de l'exposition aux techniques de maraichages.			
Discussion	<p>Nous sommes d'accord sur le principe de la prolongation de cette étude. Nous sommes même intéressés à faire la promotion de telles études auprès d'autres institutions. Il est préférable qu'elles s'intègrent dans le cycle de gestion de projet, pour ne pas les réaliser en marge du programme.</p> <p>Aussi, nous souhaitons que la poursuite de cette étude profite pleinement du système de suivi du programme, et puisse aussi y contribuer. Il serait avantageux de mieux intégrer cette étude dans les mécanismes d'évaluation des élèves et du programme, pour se rapprocher des besoins des élèves. Ceci pourrait aussi contribuer à un appui aux ministères concernés.</p>		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Statuer sur le fait de continuer ou non ▪ Formuler des termes de référence pour la suite ▪ Identifier et retenir des partenaires associés ▪ Déterminer une méthode et un plan de travail 		
Echéance	21 Décembre 2020	Responsabilité	Proposition : Helvetas. Décision : DDC

Impact des centres Barka sur la santé sexuelle et reproductive des apprenant-e-s

Recommandation 3	R2.1	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
L'équipe de recherche encourage la coordination du PAEFE à intensifier les démarches de sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive, afin de renforcer les stratégies de prévention les cas d'abandon dus aux mariages et grossesses précoces et d'accompagner les apprenantes du centre dans leur autonomisation			
Discussion	C'est important de continuer les efforts, pour avoir une meilleure efficacité en termes de "maintien" scolaire des filles.		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Continuer à intégrer cette sensibilisation dans les plans annuels du PAEFE ▪ Renforcer les capacités du personnel des ONG et la responsabilisation des comités de gestion COGEC 		
Echéance	Continue	Responsabilité	Coordination

Impact des centres Barka sur les aspirations et les objectifs professionnels des enfants Barka

Recommandation 4	R3.1	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
------------------	------	----------	------------------------------------------------------------------------

L'équipe de recherche suggère la mise en place d'un suivi rapproché de tous les **élèves sortis** sur le long terme, de manière à identifier et prévenir les obstacles auxquels les anciens enfants Barka sont confrontés tout au long de leur parcours scolaire ou professionnel.

Discussion	Le suivi d'élèves sortis du cursus, et la compréhension de leurs parcours mérite en effet d'être mieux analysé et documenté. En ce sens, il est nécessaire de prévoir un dispositif de traçabilité adéquat munis des ressources pour identifier, suivre, analyser, documenter et partager les leçons tirées d'un « échantillonnage » représentatif d'anciens élèves.		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Définir un groupe et une méthodologie de traçabilité post-barka ▪ Dégager des moyens pour ce type de suivi (hors centres barka) et l'intégrer dans les outputs de la prochaine phase 		
Echéance	Prochaine phase	Responsabilité	Mandataire, DDC

Impact des centres Barka sur l'accès à l'enseignement secondaire

Recommandation 5	R4.1	Acceptée	<input type="checkbox"/> oui / <input checked="" type="checkbox"/> non
Un renforcement des séances de sensibilisation (éventuellement en mettant l'accent sur les avantages de l'accès à l'enseignement secondaire pour les filles) sur l'enseignement secondaire et ses avantages, complétées par des échanges institutionnalisés entre collèges et centres Barka, pourraient contribuer à mettre en valeur l' éducation secondaire et in fine à mieux prendre en considération tous les vœux d'orientation des enfants.			
Discussion	<p>Cette recommandation ne fait pas partie des responsabilités du programme. Toutefois nous pouvons la discuter.</p> <p>L'éducation secondaire générale est une opportunité de cursus parmi différentes options, qui doivent toutes être connues des élèves, et décidées entre eux et leurs parents. La poursuite de la scolarisation des filles est un autre volet de sensibilisation sur les parcours de vie, la liberté de choix et l'émancipation sociale. Ce dernier dialogue doit être mené avec les élèves, les parents, les COGEC et les communautés en général.</p>		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des séances d'orientation, avec éventuellement la visite de conseillers d'orientation dans les centres ▪ Contribuer à la mise en place d'un dispositif d'orientation et de conseil avec les Ministères concernés 		
Echéance	Trois mois avant la fin de chaque année scolaire (les 3 ^e et 4 ^e)	Responsabilité	MEMP

Impact des centres Barka sur l'accès à des formations professionnelles

Recommandation 6	R5.1	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
L'équipe de recherche recommande de diversifier l'offre d'initiation aux métiers (selon les ressources de la communauté), et d'unifier ce modèle à tous les centres Barka afin que tous les enfants aient accès à la même qualité de service. Cette offre pourrait être complétée par de			

courts stages en entreprise , chez l'artisan ou chez l'agriculteur, ou par des visites de parents bénévoles pour présenter leurs métiers.			
Discussion	Il faut distinguer (i) la diversification de l'initiation au métier, (ii) l'équité et la qualité du service et finalement (iii) le placement en stage. L'initiation aux métiers doit être conceptualisée de façon à utiliser au mieux le temps consacré aux activités de « production » afin de développer les aptitudes manuelles et créatives de l'enfant. Quant à l'équité, l'offre s'adapte à l'environnement immédiat du terroir. Il n'est pas certain que des activités gardent leurs pertinence dans toutes les communes, néanmoins un soin doit être accordé à l'équivalence de la qualité de l'offre dans l'ensemble des centres. Des visites pédagogiques pour une ouverture d'esprit des enfants à des métiers sont à encourager, sans toutefois entrer dans une logique de stage pratique.		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conceptualiser la préprofessionnalisation par le développement des aptitudes pratiques des enfants sur les 4 ans ▪ Produire une fiche technique sur l'approche et les modalités de cette préprofessionnalisation ▪ Organiser des échanges entre des personnes ressources et les enfants : exposés d'expériences, échanges sur les métiers porteurs, parcours à succès etc. 		
Echéance	Prochaine phase, an 1	Responsabilité	Mandataire, DDC, Ministères

Recommandation 7	R5.2	Acceptée	<input type="checkbox"/> oui / <input checked="" type="checkbox"/> non
<p>Cette étude révèle un manque de compréhension collectif des objectifs du PAEFE parmi les communautés bénéficiaires, les maîtres de formation et le personnel encadrant au niveau local, mais aussi une communication défailante entre la coordination PAEFE et le niveau de mise en œuvre local. Une approche plus inclusive au sein même de l'équipe PAEFE, via des réunions trimestrielles entre les superviseurs, les ONG partenaires et la coordination, ainsi que l'établissement d'une stratégie de communication entre les superviseurs et les acteurs locaux, permettrait d'éviter quelques déceptions pouvant nuire à la réputation du programme.</p>			
Discussion	<p>Cette recommandation n'est pas explicite, et nous comprenons donc qu'il s'agit d'améliorer la 'communication'. Aussi allons-nous la traiter par séquences.</p> <p><i>*Manque de compréhension sur les objectifs</i> : Nous ne voyons pas d'incompréhension sur les objectifs du PAEFE qui sont la récupération de non scolarisés ou déscolarisés précoces. Il peut y avoir insatisfaction sur l'insertion métiers qui n'est pas un objectif du PAEFE. Cette finalité ne peut être attendue du programme. Aussi, la question de l'attractivité des centres et leur vocation à la récupération scolaire peut générer d'éventuels malentendus. Néanmoins les « déceptions » évoquées devraient être explicitées par les évaluateurs.</p> <p><i>*Organisation du travail et communication</i> entre la coordination et les ONG : la coordination et les ONG se rencontrent déjà chaque trimestre, et un bilan annuel les réunit à la fin de chaque année. Par contre, on pourrait</p>		

	<p>améliorer la fluidité de la communication entre la coordination PAEFE, les ONG et les communautés.</p> <p><i>*Communication entre les ONG et la communauté</i> : une stratégie de communication est élaborée en 2020 et sa mise en œuvre permettra de résoudre un éventuel déficit de compréhension.</p> <p><i>*Déception de qui...des parents ou des élèves</i> (acteurs locaux ?) ou des ONG : nous ne comprenons pas ce point ni les personnes auxquelles il est adressé. Par contre nous sommes attentifs à la « réputation » du programme. C'est pourquoi, la stratégie de communication va prendre en compte tous les acteurs et leurs besoins. Le draft du plan de communication est déjà disponible depuis Mai 2020. L'exécution pourrait commencer en septembre.</p> <p>Concernant la déception de parents et d'enfants déjà sortis mais non placés en apprentissage, il est important de rappeler un fait contextuel : la fermeture prématurée du programme de formation professionnelle PAFPA. Ce programme s'est achevé alors que 253 enfants étaient chez des maîtres artisans et que 704 attendaient d'être placés à leur tour en 2017. Les propositions d'achèvement de ces engagements post-pafpa faites par le mandataire ont particulièrement été difficile à mettre en place avec la DDC (cf notes 1 et note 2 de clôture PAFPA). Cela a sûrement déstabilisé les attentes vis-à-vis du PAEFE qui ne peut assurer un placement en apprentissage.</p>		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaborer une stratégie de communication ▪ Mettre en œuvre un plan de communication 		
Echéance	Fin 2020	Responsabilité	Helvetas, DDC

Recommandation 8	R5.3	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
<p>L'équipe de recherche recommande fortement à la coordination du PAEFE d'encourager les synergies entre le programme et les centres de formation, mais aussi de développer des partenariats institutionnalisés avec le collectif des artisans au niveau local.</p>			
Discussion	<p>Nous reconnaissons l'importance des partenariats avec les centres de formation ainsi que les organisations professionnelles, afin d'assurer une meilleure continuité dans les cursus des jeunes. Ces liens constituent un volet à part entière, avec des milliers d'apprentis à placer et suivre. Une nouvelle configuration peut être envisagée lors de la prochaine phase, en adaptant le dispositif de l'équipe. Dans l'état actuel, les 3 cadres à 100% sur ce projet ne sont pas en mesure de supporter cette charge supplémentaire.</p>		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Envisager le placement en apprentissage lors de la planification de la prochaine phase ▪ Améliorer le dispositif d'orientation après le CEP en collaboration avec les parents, les services techniques, les mairies et les collectifs d'artisans 		

Echéance	Prochaine phase	Responsabilité	DDC (décision).
----------	-----------------	----------------	-----------------

Impact des centres Barka sur l'équité et l'inclusion

Recommandation 9	R6.1	Acceptée	<input type="checkbox"/> oui / <input checked="" type="checkbox"/> non
<p>Malgré la volonté de la coordination PAEFE d'ouvrir cette AE aux enfants en situation de handicap physique ou mental, peu d'enfants y ont accès dans le Borgou et l'Alibori. L'équipe de recherche recommande vivement à la coordination PAEFE de concrétiser les dispositions envisagées dans les plus brefs délais. De plus, le modèle du centre ouvert en collaboration avec Handicap International à Parakou (destiné aux enfants affectés par un handicap mental) devrait être élargi aux milieux ruraux, après la conduite d'une enquête approfondie pour identifier le type de besoins des enfants et les localités concernées. L'équipe étant consciente que les centres regrouperont des apprenant-e-s de plusieurs communautés, une option d'internat serait à considérer, de manière à résoudre le problème de la distance et de la mobilité.</p>			
Discussion	<p>Approche trop lourde à mettre en place. Pas de consensus (mandataire, DDC) sur les perspectives d'un tel dispositif dans le PAEFE.</p> <p>En revanche, on peut simplement améliorer l'accès physique au centre et l'adaptation d'infrastructures (rampes d'accès au centre et aux toilettes) pour les enfants avec handicap moteur.</p>		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégrer systématiquement dans les plans de construction des salles, un accès facile pour handicap ▪ Parrainer les enfants handicapés pour les doter de facilités de mobilité 		
Echéance	2021	Responsabilité	Coordination

Recommandation 10	R6.2	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
<p>Afin de garantir le bon fonctionnement du jardin et de la cantine, l'équipe de recherche préconise la construction d'un puits (forage) dans les localités identifiées, en partenariat avec les communes. Cette nécessité a déjà été prise en compte par le programme à la rédaction de ce rapport, avec la mise en place d'un crédit additionnel dans l'objectif de réaliser des forages dans tous les centres Barka n'ayant pas accès à l'eau. Cette mesure résoudrait non seulement un problème matériel et alimentaire, mais permettrait aussi à tous les centres Barka de se servir de leur champ ou jardin communautaire comme d'un espace de formation, et par la même occasion de susciter l'intérêt des apprenant-e-s plus âgés. Renforcer la fonction pédagogique des jardins nécessiterait l'ajout d'un module sur les techniques d'agriculture et d'élevage durables dans la formation des animateurs, mais aussi l'implication d'experts dans ce domaine (en organisant des ateliers avec les apprenant-e-s), par exemple.</p>			
Discussion	<p>Cela est compatible avec la vision de re-conceptualisation de l'initiation aux métiers. Le développement de la créativité manuelle et observationnelle de l'enfant le prépare mieux pour le futur. Mais les animateurs de centres sont tellement surchargés en activités qu'il ne faut pas attendre d'eux qu'ils deviennent des agronomes. Ce qui limite fortement la faisabilité de cette recommandation. On a déjà commencé à les initier en collaboration avec le service d'agriculture.</p>		

Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la présentation et le contenu de la fiche pédagogique jardinage Recycler les animateurs, avec un engagement collaboratif du service d'agriculture le plus proche 		
Echéance	2021	Responsabilité	Coordination

Recommandation 11	R.6.3	Acceptée	<input type="checkbox"/> oui / <input checked="" type="checkbox"/> non
Afin de pouvoir attirer et maintenir davantage d'adolescents plus âgés, l'introduction de formations de très courtes durées pourraient être complétées par une offre d'apprentissage à options dans les centres Barka, laissant la possibilité aux apprenant-e-s intéressés de dédier plus de temps à l'initiation aux métiers ou d'acquérir de l'expérience pratique dans le secteur de leur choix.			
Discussion	Cette suggestion est intéressante et avait déjà été évoquée en 2018 lors d'une réflexion stratégique sur le modèle Barka. Sa mise en œuvre est complexe et risque de nécessiter plus de moyens (humains, didactiques, matériels/ateliers). On s'acheminerait vers la qualification, la formation technique ou professionnelle : est-ce encore l'éducation de base ?		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> C'est un autre modèle à créer. Barka 2.0 ? Peut-être avec une recherche action test d'abord ? 		
Echéance		Responsabilité	

Recommandation 12	R6.4	Acceptée	<input type="checkbox"/> oui / <input checked="" type="checkbox"/> non
L'équipe de recherche recommande la mise en place de campagnes de sensibilisation sur l'égalité des genres face à l'éducation et aux choix de carrières professionnelles dans les communautés d'intervention.			
Discussion	Cela devra faire partie de la communication cf communication N°7 (R5.2)		
Follow-up actions			
Echéance		Responsabilité	

Recommandation 13	R6.5	Acceptée	<input type="checkbox"/> oui / <input checked="" type="checkbox"/> non
Les résultats de cette étude suggèrent un impact plus faible du programme sur les enfants les plus défavorisés, i.e. appartenant au quartile de richesse le plus pauvre dans notre échantillon d'étude quantitative. Ces derniers étant en moyenne davantage amenés à contribuer aux dépenses du ménage, la possibilité d'aménager des emplois du temps davantage adaptés aux activités extra-scolaires des apprenant-e-s se posent. Cependant, le cumul d'activités peut également être à l'origine de difficultés d'apprentissage. Alternativement, un appui monétaire ou en nature des ménages les plus défavorisés pourrait être envisagé.			
Discussion	L'aide directe aux familles les plus vulnérables au travers du programme d'éducation est extrêmement délicate à gérer. Il serait préférable de départager les volets sociaux et éducatifs, notamment dans une perspective de passage à l'échelle et de réplique du modèle « Baraka ». En l'état, nous ne savons pas dans quel cadre organiser cet		

	appui. Nous avons en revanche commencé à doter de lampes solaires certains élèves, pour leur permettre d'effectuer des devoirs à domicile, en soirée.		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsabiliser le COGEC dans l'identification des situations les plus vulnérables ▪ Mettre les élus locaux à contribution pour des soutiens ciblés 		
Echéance	Continu	Responsabilité	COGEC, Mairies

Influence des centres Barka sur le secteur formel de l'éducation dans les régions d'intervention

Recommandation 14	R7.1	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
Afin de mieux accompagner les apprenant-e-s dans leur choix d'orientation, mais également de sensibiliser le secteur formel sur l'approche éducative alternative du PAEFE, l'équipe de recherche propose de considérer l'organisation de sorties scolaires entre les élèves du PAEFE et ceux de l'école formelle, ou de tandems. Ce clivage pourrait également s'estomper grâce à des rencontres institutionnalisées entre animateurs et instituteurs , qui permettraient à l'équipe enseignante non seulement d'échanger sur les différentes approches pédagogiques adoptées dans chaque secteur mais aussi d'améliorer la qualité de leur cours.			
Discussion	C'est une bonne suggestion. Certains animateurs échangent déjà avec ceux du formel. D'autres sont requis comme correcteurs du CEP dans le formel. Le Ministère prévoit de former en outre les nouveaux enseignant-e-s sur le modèle Baraka. Dans les villages où coexistent les 2 offres d'éducation, les élèves ont des échanges extra-scolaires. Ces deux environnements méritent en effet de se rapprocher et les interactions documentées.		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser des 'sorties scolaires' au village, organisées par les COGEC et APE ou alors les fêtes de fin d'année scolaire ensemble. ▪ Organiser une 'porte ouverte' sur le centre barka, en invitant les instituteurs et les élèves du formel. 		
Echéance	Décembre 2020	Responsabilité	Coordination

Recommandation 15	R7.2	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
Dans le cadre de l'institutionnalisation du programme et de la promotion d'une offre éducative plus inclusive dans le secteur formel, des séances de sensibilisation sur les avantages de l'approche bilingue pourraient être menées dans le cadre du COTIP.			
Discussion	Des actions de communication sont prévues cette année et l'année prochaine. Cf plan de communication		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en œuvre le plan de communication à partir de septembre 2020 		
Echéance	Mars 2021	Responsabilité	Mandataire, DDC, MEMP

Perceptions du modèle PAEFE par les acteurs nationaux et communaux du système éducatif

Recommandation 16	R8.1	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
La question du financement du PAEFE après la fin du programme a souvent été soulevée avec des perceptions différentes pendant la collecte de données, sans parvenir à un consensus. L'équipe de recherche est consciente que la définition d'une stratégie de mise à l'échelle du PAEFE est en cours, à laquelle s'ajoute l'élaboration de la stratégie nationale de renforcement des alternatives éducatives (AE). Elle invite néanmoins tous les acteurs impliqués, et surtout l'Etat, à créer un fonds exclusivement dédié aux AE , ou à changer le mandat d'un des fonds existants. Ceci permettrait à l'Etat non seulement de pouvoir prendre en charge le suivi pédagogique, le salaire et la formation des animateurs, mais aussi aux communes d'accompagner la mise à l'échelle et d'endosser de potentielles nouvelles responsabilités.			
Discussion	Nous partageons la recommandation. C'est l'un des objectifs du programme, mais ce résultat attendu n'est pas encore atteint.		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accélérer le plaidoyer sur le financement durable des AE ▪ Mettre en œuvre le plan de communication (volet institutionnel) ▪ Faire connaître plus largement le modèle auprès de la population et des décideurs afin de créer de l'adhésion et de la demande 		
Echéance	Déc 2021	Responsabilité	Dialogue DDC-Etat. (MEMP ; MESTFP ; Assemblée nationale et conseil national de l'éducation)

Recommandation 17	R8.2	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
Les conclusions de cette étude suggérant davantage la volonté de l'Etat béninois de s'approprier le PAEFE comme AE, l'équipe de recherche invite vivement la programmation PAEFE et la DDC à clarifier l'objectif de la troisième phase (passage à l'échelle): à savoir, si les avancées relatives à l'absorption du PAEFE comme AE leur semblent correspondre à leur objectif, ou si leur intérêt est davantage porté sur l'absorption des méthodes d'enseignement Barka dans les établissements primaires et secondaires publics.			
Discussion	C'est un positionnement fondamental. Les deux ne sont pas antagonistes car l'un prépare l'autre : la reconnaissance de l'AE Barka, et l'infusion des méthodes Barka dans le formel. Cependant nous ne devons pas nous détourner de la raison fondamentale du Barka : donner une seconde chance à des enfants délaissés vis-à-vis de l'école et réduire cet effectif insupportable de près de 2 millions d'enfants hors école.		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Formuler les objectifs et les finalités de la prochaine phase ▪ Obtenir un consensus sur la phase 		
Echéance	Mars 2021	Responsabilité	DDC, Ministères

Recommandation 18	R8.3	Acceptée	<input type="checkbox"/> oui / <input checked="" type="checkbox"/> non
Une fois les objectifs de la troisième phase clarifiés, un suivi très rigoureux et une communication plus régulière et rapprochée entre le PAEFE, le MEMP et MESTFP serait déterminant pour			

assurer la concrétisation des mesures adoptées dans les plus brefs délais (en augmentant le nombre de séances annuelles du COTIP). Nous encourageons vivement à ce que les questions soulevées dans ce rapport soient au plus vite clarifiées pour que les acteurs clefs puissent se consacrer à la concrétisation des mesures adoptées, et éventuellement à la mise en place d'une phase « test » avant que le PAEFE touche à sa fin.			
Discussion	Le secteur éducatif est en évolution. Le tout nouveau plan sectoriel de l'éducation est remis en relecture, à peine sa mise en œuvre commencée. L'éducation de base se restructure. La formation professionnelle et l'enseignement technique se refonde avec une nouvelle stratégie. Cette dynamique risque de réduire la marge de manœuvre des alternatives éducatives, ou au contraire de puiser dans ces AE des sources d'inspiration (pré professionnalisation par exemple). On ne peut répondre par OUI ou NON.		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> Intensifier la communication institutionnelle pour la prochaine phase 		
Echéance	Prochaine phase	Responsabilité	Tous

Recommandation 19	R8.4	Acceptée	<input checked="" type="checkbox"/> oui / <input type="checkbox"/> non
Une coopération transversale entre une direction spécifiquement dédiée aux AE et logée au MEMP et le MESTFP permettrait d'explorer les différentes formes de transition possibles et de proposer des cadres de partenariats formels plus efficaces			
Discussion	Il s'agit peut-être de conceptualiser davantage les « passerelles » entre le formel et le non formel (AE). Ces passerelles existent déjà mais méritent d'être mieux structurées, autour d'objectifs clairs et de modalités opérationnelles. Ensuite, il faudrait prendre en compte de façon plus ciblée, les offres d'alternatives pour les nombreux abandons de l'enseignement primaire général : les exclus du primaire, les exclus des CEG. Là, on tombe de plein pied dans la formation professionnelle.		
Follow-up actions	<ul style="list-style-type: none"> Plaidoyer pour une direction des alternatives éducatives Animation du cadre de concertation sur les AE 		
Echéance	Prochaine phase	Responsabilité	MEMP, MESTFP

3. Annexes

Néant.



Management Response pour l'évaluation d'impact du « Programme d'Appui à l'Éducation et la Formation des Enfants Exclus du Système Éducatif » (PAEFE)

Date: Berne, le 04.08.2021

À: PDE

Copie à: ABV, HNN, BIE

Introduction

Le département Evaluation & Controlling de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) a commandité l'étude d'impact du « *Programme d'Appui à l'Éducation et la Formation des Enfants Exclus du Système Éducatif* » (PAEFE) au Bénin auprès le Center for Evaluation and Development (C4ED) et l'Institut de Recherche Empirique et l'Économie Politique (IREEP).

Cette première étude d'impact d'un programme financé par la DDC s'est étendue sur une durée de deux ans et demi (juillet 2017- décembre 2019). L'équipe d'évaluation a eu accès à l'ensemble de la documentation de la DDC. De plus, elle a interviewé un grand nombre d'acteurs clés, a dirigé des discussions de groupe, des entretiens individuels et effectué des visites sur le terrain au Bénin.

Appréciation de l'évaluation

Cette étude d'impact visait à évaluer les effets du programme PAEFE sur les apprenant-e-s, ses interactions avec le secteur éducatif formel béninois, et explorer la possibilité d'une institutionnalisation et de mise à l'échelle de ce programme.

L'évaluation a été menée par une équipe d'experts indépendants conformément aux normes internationales. Le processus d'évaluation a été bien géré et comprenait également une étroite participation du département Evaluation & Controlling et du BuCo Cotonou.

Il convient de souligner à nouveau que c'était la première étude d'impact d'un programme de la DDC. Pour rappel, une étude d'impact (angl. « *impact evaluation* ») est une méthode d'analyse permettant de mesurer les impacts d'un programme sur ses bénéficiaires et d'informer sur pourquoi et comment ces changements ont eu lieu. Les études d'impact reposent sur des méthodes mixtes et sont composées de deux parties: une approche qualitative, outil privilégié des évaluations de programme, et une approche quasi-expérimentale qui, à l'instar des expériences sociales (angl. « *randomized control trial* »), permet la mesure quantitative de changements pouvant être attribués exclusivement au programme. Bien qu'elles puissent avoir des implications éthiques si elles ne sont pas planifiées et réalisées rigoureusement, ces études sont considérées comme l'étalon-or pour mesurer l'attribution, et pas seulement la contribution, d'un programme donné à l'avancement d'un certain impact.

De manière générale, le rapport d'évaluation fournit une appréciation opportune et utile du PAEFE et les principaux objectifs ont été atteints par les évaluateurs. La DDC apprécie l'exhaustivité du rapport d'évaluation et l'analyse approfondie des éléments clés.

L'analyse du rapport et les recommandations qui en découlent sont considérées comme pertinentes et utiles pour renforcer l'orientation stratégique et opérationnelle de la DDC dans le domaine de l'éducation non-formelle.

Enfin, la DDC remercie l'équipe d'évaluation et les collaborateurs impliqués pour leur effort et le rapport substantiel et complet. Elle remercie en particulier le BuCo Cotonou qui a contribué aux missions sur le terrain.

Principales constatations et conclusions

La conclusion générale de l'évaluation est que le PAEFE a atteint plusieurs objectifs clés. Premièrement, on a observé un meilleur accès à certaines connaissances (notamment en langue nationale, en français et en mémoire immédiate) et au développement de compétences socio émotionnelles des apprenants. Également, il y a eu un impact positif sur les normes sociales de genre au profit du respect des droits des jeunes filles et un effet levier pour le développement de projets professionnels des apprenants.

D'autres aspects mis en évidence par l'étude sont représentés par un apprentissage bilingue apprécié par les communautés et loué par les acteurs du système formel béninois, une approche de gestion inclusive et participative grâce à une implication active des parents et communautés bénéficiaires et, finalement, un modèle officiellement reconnu par les autorités béninoises, elles-mêmes impliquées dans le suivi et la mise à l'échelle du programme.

Les évaluateurs ont également mis en évidence certains éléments du PAEFE qui doivent être améliorées. Le début d'apprentissage au centre Barka ne parvient pas à affecter les compétences mathématiques, le raisonnement abstrait et l'estime de soi des apprenants. En plus, les centres accueillent actuellement peu d'enfants en situation de handicap, bien que des projets soient en cours dans cette direction. À cet égard, cette étude révèle aussi plusieurs obstacles auquel le programme doit faire face afin d'assurer une plus grande équité dans les bénéfices du PAEFE et une plus grande transition vers l'enseignement secondaire ou des formations professionnelles.

Éléments clés de la management response

De manière générale, la DDC est d'accord avec les recommandations de l'évaluation (voir ci-dessous). Cela met en évidence à la fois un haut niveau de plausibilité entre les conclusions et les recommandations, et aussi la volonté de la DDC d'améliorer encore ses performances à travers de méthodes innovantes d'évaluation tels que les études d'impact.

Recommandations pour l'appui à la transition des apprenant-e-s vers l'enseignement secondaire ou les formations professionnelles

- Le développement de partenariats institutionnalisés publics-privés entre le PAEFE et des centres de formation publics ou encore le collectif des artisans au niveau local de manière à faciliter la création de synergies entre les centres Barka et les voies de professionnalisation. Le PAEFE en tant que programme ne pourra pas relever tous les défis. Par contre il est possible de mener un dialogue politique et d'activer des leviers qui faciliteront l'accès d'un grand nombre de jeunes à la formation professionnelle.
- La diversification des offres de préprofessionnalisation.
- Le renforcement d'échanges institutionnel entre les élèves des centres Barka et les élèves des écoles primaires et secondaires formelles, ainsi que du corps enseignant.

Recommandations pour le renforcement des effets du programme

- L'organisation et le renforcement de séances de sensibilisation sur l'enseignement secondaire et ses avantages, sur l'égalité des genres face à l'éducation et l'orientation professionnelle, et sur la santé sexuelle et reproductive.
- Le renforcement de l'enseignement en mathématiques.
- La mobilisation de ressources pour accueillir les enfants en situation de handicap.
- La prolongation de cette étude afin de pouvoir suivre l'évaluation des effets du PAEFE après un cycle de 4 ans d'apprentissage au centre Barka et un suivi rapproché des anciens apprenant-e-s sur le long terme.

Recommandations pour l'appui à la démarche d'institutionnalisation du programme

- La sensibilisation des acteurs institutionnels aux bénéfices du bilinguisme.
- La constitution rapide d'un fonds étatique dédié essentiellement aux alternatives éducatives.
- La mise en place de mécanismes de financement publics dédié essentiellement aux alternatives éducatives, associé à une volonté politique forte, qui se traduit aussi par les dimensions ressources humaines.

Approuvé :

Claudio Tognola
Chef Division Afrique de l'Ouest